

Un nouvel espace pour l'écologie politique

Pour un nouveau modèle politique

La vie politique française est en crise, et la responsabilité en est rejetée sur les élus et les partis, tellement sont-ils apparus incapables de peser sur les évolutions sociales et économiques de la société. Ils sont soumis pourtant à une exigence de transparence accrue qui a plus mis en lumière les dérives qu'assaini leurs pratiques.

La prégnance évidente du pouvoir de la finance et des instances économiques sur les institutions génère une défiance des citoyens envers la politique qui se traduit par l'émergence du populisme et des mouvements d'extrême droite. La réaction positive citoyenne est un transfert vers une implication croissante dans le militantisme associatif.

Abstention et désaffection croissante des partis sont les symptômes visibles de cette faillite. Il n'y a plus de relation saine entre élus, citoyens et associations.

Seule une profonde mutation de notre action politique peut résoudre cette crise.

Face au modèle obsolète de la 5^{ème} république, proposer une constituante pour une sixième république nécessite que nous expérimentions de nouvelles pratiques.

Faire de la politique se réduit aujourd'hui à préparer une élection en misant sur le cheval gagnant, comme le dit l'art 4 de la constitution « les partis et groupements politiques concourent à l'expression du suffrage ».

Comment sortir de cette triste réduction, et agir dans le temps et pas seulement lors des rendez-vous électoraux, agir dans tous les espaces de la société et pas seulement dans le militantisme de parti, relier l'action des élus à la vie quotidienne.

C'est bien la définition même de ce que sont la politique et l'exigence démocratique, qu'il faut revoir.

Penser de belles théories ne conduit à rien s'il n'y a pas d'action citoyenne. Proposer des solutions commence d'abord par les pratiquer soi-même.

Écoutons ces voix citoyennes, militantes et souvent jeunes, que n'entendent plus les partis, ces voix qui ne délèguent pas leurs actions, qui ne votent pas mais qui pourtant militent énergiquement et spontanément dans de multiples associations. Ils sont plus citoyens que ceux qui donnent leurs voix une fois tous les cinq ans pour se taire ensuite. Pourtant c'est injustement sur eux que les élus font peser la responsabilité de leurs échecs. Ils nous donnent une leçon sur la façon de faire de la politique.

Apportons notre aide pour tisser des liens et inventer un nouvel espace de liaison, avec des élus à leur service et pas l'inverse.

Le réseau coopératif expérimente ce nouvel espace

« Il faut politiser la société civile et civiliser la politique » disait Daniel Cohn-Bendit en 2010, par la reconnaissance des compétences citoyennes de la société civile. Nos statuts explorent cette voie, en créant cet espace de rencontre de la Coopérative, partie essentielle du mouvement EELV plus que jamais d'actualité. Pourtant, plus de cinq ans après, les actions rencontrent des difficultés à faire reconnaître cette place constructive à côté du parti. Et nous devons aussi prendre acte des lacunes du modèle statutaire proposé par EELV. Ces statuts maintiennent une ambiguïté entre la notion de mouvement et celle de parti, avec un seul et même nom pour les deux. Ce manque de lisibilité et cette confusion ont largement compliqué l'investissement des citoyens et du mouvement associatif dans cette coopérative politique.

C'était en effet sous-entendre que la politique restait l'affaire d'un parti, en l'occurrence EELV, laissant aux coopérateurs individuels et associatifs le rôle de supplétifs de la vie de ce parti. C'est ce qui s'est encore observé dans l'émergence de diverses « coopératives » autour d'un candidat ou d'une liste, lors des dernières élections régionales.

S'il faut le répéter, répétons-le : l'engagement politique est un tout qui se manifeste dans l'action citoyenne notamment associative. L'organisation des élections et le travail des élus ne constituent ainsi que l'une des formes de l'engagement politique. Faire de la politique ce n'est pas élire un jour, mais c'est agir toujours.

Proposition pour un nouvel espace de l'écologie politique

Comme ce sont nos différences qui nous enrichissent, il faut savoir ouvrir un espace à la concertation et aux fertilisations croisées entre citoyens, associations, fondations, partis, qui partagent un socle minimum de valeurs. Le premier travail consistera à définir les valeurs et le champ politique qui permettront de se retrouver dans cet espace. On pourrait simplement s'appuyer sur les valeurs de l'écologie politique définies dans la Charte Mondiale des Verts pour expérimenter une autre façon d'agir en politique écologique et nous mettre d'accord sur des pratiques pour en débattre.

Tous les militants écologiques (au sens de l'engagement), encartés ou non dans un quelconque parti politique, investis ou non dans une association mais prêts à porter ces valeurs écologiques, sociales, démocratiques et désireux d'agir en politique pourront trouver leur place au sein de cet espace. Cet espace sera celui de la rencontre des acteurs pour le développement de politiques écologiques, quels que soient la forme et le niveau d'engagement choisis, comme par exemple :

S'impliquer pour mettre en œuvre la transition écologique de la société ;

Organiser des événements, des publications et des conférences pour transmettre notre culture de l'écologie politique (éducation environnementale).

Participer aux grands choix structurants du mouvement politique et à l'élaboration de ses orientations politiques (par exemple à travers les commissions thématiques)

S'investir au moment des élections pour peser sur les décisions aux différents échelons territoriaux.

L'objectif de cet espace est donc bien celui d'abriter un mouvement d'écologie politique qui ne se limite pas au travail des seuls élus et à la définition des programmes électoraux des partis.

Sa composition qui met sur un pied d'égalité associations, citoyens et partis permet de valoriser le rôle politique de chacun dans la vie de la « cité ». De même, son organisation doit faciliter les rencontres et les échanges entre élus et non élus autour de valeurs communes. C'est à ce prix que la défiance vis-à-vis des « politiques » pourra être surmontée. De même les élus y trouveront des sources d'innovations, de révisions ou de soutiens pour leurs choix et décisions.

Enfin, pour qu'il reste ouvert à tous les porteurs de l'écologie politique sous toutes ses formes, cet espace ou ce mouvement n'a pas vocation à assurer les fonctions d'un parti politique, en particulier dans sa fonction de « concourir à l'expression du suffrage ».

C'est ainsi qu'aucun candidat à une élection ne pourra se présenter au nom de ce seul mouvement. En revanche, le mouvement pourrait, selon des modalités restant à définir, soutenir une candidature, avec l'accord de ses membres, soutien motivé par l'intensification des échanges entre porteurs de l'écologie politique, sous toutes ses formes, que va faciliter le renouvellement du personnel politique et la mobilité entre partis et associations.

L'organisation de cet espace doit donc pouvoir se décliner aux différents échelons allant du niveau local jusqu'au niveau national, voire européen. Une forme juridique est à construire : Ce sera la deuxième étape de la création de ce mouvement qui nécessitera un travail de structuration avec l'ensemble des partenaires de ce nouvel espace politique.

CONCLUSIONS : Ce nouvel espace politique ou ce mouvement politique vise à :

-réconcilier les citoyens avec la politique en reconnaissant à sa juste valeur leur action « politique » à côté de celle des politiques

- créer un lieu de rencontres et d'échange citoyens-élus sur un pied d'égalité autour de valeurs communes pour lutter contre la défiance vis-à-vis du politique

- nourrir les politiques des réalités de terrain

- sensibiliser les citoyens à la complexité des choix démocratiques (négociations, respect des opinions...) des élus et des assemblées démocratiques

- démontrer la viabilité d'une forme innovante de mouvement politique démocratique et efficace.

Ce mouvement, par l'ampleur du rassemblement (certaines associations ont des milliers de membres) et par sa richesse devrait peser significativement pour faire des choix et prendre des orientations politiques réellement écologiques

Pour le comité national d'animation de la Coopérative EELV.